



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RIBEYRON SAS

Z.I. les Taillas
B.P. 18
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-43
Code AIOT : 0005600263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement RIBEYRON SAS implanté Z.I. les Taillas B.P. 18 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RIBEYRON SAS
- Z.I. les Taillas B.P. 18 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise RIBEYRON est spécialisée dans la transformation de matières plastiques par extrusion et par saclerie. Elle réalise également une activité de marquage.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 7.2.1	Sans objet
4	Zones de danger	Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 7.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection rappelle à l'exploitant que la surveillance des rejets atmosphériques et des rejets d'eaux pluviales doivent être réalisées au moins une fois par an. L'exploitant devra transmettre à l'inspection le schéma de maîtrise des émissions ainsi que le rapport d'analyse des eaux pluviales, accompagnés, en cas de dépassement des valeurs fixées par les prescriptions 1 et 2, d'un plan d'action et du délai de mise en oeuvre de ce dernier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de COV
Prescription contrôlée : Conformément au schéma de maîtrise des émissions daté du 4 février 2005, la consommation spécifique de composés organiques volatils ne doit pas excéder 2,07 kg par kg d'extraits secs d'encre utilisés. Dans l'hypothèse où la consommation annuelle de solvants devient inférieure à 25 tonnes, la consommation spécifique de composés organiques volatils ne devra pas dépasser 2,48 kg par kg d'extraits secs d'encre utilisées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma de maîtrise des émissions et n'a pas pu justifier du respect de la prescription. Il est rappelé à l'exploitant que le schéma de maîtrise des émissions doit être réalisé une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations une copie du schéma de maîtrise des émissions concernant l'année 2025. Dans le cas où la consommation spécifique de composés organiques dépasserait la valeur fixée dans la prescription, l'exploitant transmettra un plan d'action visant à réduire sa consommation ainsi que le délai de mise en oeuvre des actions identifiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : (...) Les eaux avant rejet devront respecter les caractéristiques maximales suivante : PH : entre 5,5 et 8,5 Température : < 30° MEST : 600 mg/l DCO : 2000mg/l DBO5 : 800 mg/l Hydrocarbures : 10 mg/l
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport d'analyses d'eaux pluviales récent. Il est rappelé à l'exploitant que les analyses d'eaux pluviales doivent être réalisées une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un rapport d'analyse des eaux pluviales. Dans l'hypothèse où les valeurs limites d'émissions ne soient pas respectées, l'exploitant transmettra un plan d'action visant à corriger les non-conformités ainsi qu'un délai de mise en oeuvre des solutions envisagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du Code de travail. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantités, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours
Constats : L'exploitant a présenté un fichier faisant état du stock des substances ou préparations dangereuses présente dans l'établissement. Ce fichier n'indique pas l'emplacement de ces produits dans l'établissement. Néanmoins, lors de la visite il a été constaté qu'en dehors des encours, tous les produits dangereux étaient stockés dans la soute à encre, identifiée comme zone atex. Cette soute est équipée d'un système de sprinklage, d'un voyant d'alerte en cas de problème sur la ventilation et le sol est décaissé afin de servir de rétention dans le cas d'un accident ou d'un incendie. Par échantillonnage, l'exploitant a été en mesure de présenter la fiche de données de sécurité (FDS) de l'encre verte 382C. Cette FDS était datée du 6 janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de danger
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. (...) Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. (...)
Constats : L'exploitant a présenté un plan sur lequel les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanation toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses étaient représentées. Lors de la visite, les zones identifiées sur le plan étaient matérialisées au moyens d'un panneau avertissant du risques ainsi que les consignes associées, notamment l'interdiction de fumer. L'entrée de la zone atex est équipée d'un casier afin que les appareils électroniques (radio, téléphone...) puisse être déposés avant d'y entrer.
Type de suites proposées : Sans suite